

3 Empire et adoption de l'autarcie, 1810-1826

Introduction

La plupart des historiens de Madagascar affirment qu'au XIX^e siècle, les peuples étaient unis sous l'autorité des souverains merina qui, à l'exception de Ranavalona I^{re} (r. 1828-61), se montraient bienveillants et progressistes. Ce point de vue s'inspire des écrits des agents de la London Missionary Society (LMS), actifs sur l'île de 1821 à 1835, puis de nouveau après 1862. William Ellis, compilateur de l'histoire « officielle » de Madagascar publiée par le LMS (1838), louait Radama I^{er} (r. 1810-28) pour « sa supériorité face à bon nombre de superstitions puériles de son pays, sa fermeté dans l'adhésion à des projets destinés à améliorer la condition physique et morale de son peuple, ainsi que sa fidélité au respect de ses traités.¹ »

Le consensus historique actuel est que Radama I^{er} était un monarque d'une grande sagesse qui conclut une alliance avec la Grande-Bretagne en 1820, mais sut faire tourner l'influence européenne à son propre avantage.² En revanche, sa successeuse, Ranavalona I, est décrite comme ayant usurpé le trône avec l'aide de conseillers conservateurs qui l'incitèrent à adopter des politiques d'autarcie. Elle rejeta l'alliance britannique, proscrivit le christianisme et expulsa la plupart des étrangers, plongeant ainsi l'île dans un quart de siècle d'isolement.³ Hubert Deschamps, auteur de l'ouvrage de référence *Histoire de Madagascar*, déclare à propos de Radama I :

Comprenant la supériorité des techniques européennes, avide de les acquérir dans l'intérêt de sa puissance, il sut les introduire sans aliéner sa liberté et sans perdre l'affection de ses sujets, en gardant le contrôle de tout. Son règne, court, extraordinairement rempli, marque un tournant et inaugure le XIX^e siècle malgache avec les trois

¹ Ellis, *History of Madagascar* vol.2, 403.

² Valette a indiqué que l'économie de l'Imerina connaissait de graves difficultés dès les dernières années du règne de Radama I^{er}, mais cette référence est brève et n'est pas développée — voir Jean Valette, « Radama I, the Unification of Madagascar and the Modernisation of Imerina (1810-1828) », dans Kent (éd.), *Madagascar in History*, 194.

³ Ellis, *History of Madagascar* vol.2, 411, 416.

caractères qu'il gardera jusqu'au bout : la rivalité franco-anglaise, la conquête de la plus grande partie de l'île par les Merina et la pénétration des influences européennes.⁴

Il qualifia toutefois Ranavalona I^{re} d'« ignorante, crédule et influençable, » estimant que son règne se caractérisait par « A : la prise de pouvoir par une oligarchie ploutocratique, B : la rupture avec l'influence européenne, C : l'organisation de l'isolement, D : la lutte contre le christianisme⁵ ». Ainsi, selon Deschamps comme selon Ellis, l'autarcie résultait du règne de Ranavalona I^{re}. Tandis que William Ellis estimait que l'autarcie avait atteint son apogée avec l'expulsion massive des Européens en 1835, Hubert Deschamps considérait qu'elle avait culminé avec le bombardement naval franco-britannique de Toamasina en 1845.⁶

Cette interprétation traditionnelle a été partiellement remise en cause par Simon Ayache et Mervyn Brown, qui soutiennent qu'il existe une certaine continuité entre les règnes de Radama I^{er} et de Ranavalona I^{er} quant à la volonté d'accepter l'innovation et l'influence européennes sans pour autant compromettre la souveraineté merina. Cependant, tous deux réitèrent l'argument selon lequel, alors que Radama I^{er} sut faire face aux forces du changement, l'accélération de ces forces après 1828, combinée à un manque de caractère, rendit Ranavalona I de plus en plus incapable de maîtriser la situation. Sa réaction fut alors de défier le monde extérieur et d'adopter des politiques d'autarcie.⁷

On soutient ici que c'est Radama I^{er}, et non sa successeuse, qui fut le premier à adopter des politiques d'autarcie, et que cette décision était liée à la rivalité impériale entre la Grande-Bretagne et les Merina. Loin de favoriser la prospérité économique de la Couronne merina, l'alliance britannique l'affaiblissait, menaçant de la faire un vassal de l'île Maurice. En conséquence, Radama I^{er} rejeta l'alliance britannique et adopta des politiques d'autarcie. Il exista donc une continuité, tant économique que politique, entre les règnes de Radama I^{er} et de Ranavalona I^{re}. Plutôt que de saper un régime progressiste en instaurant un gouvernement réactionnaire, cette dernière adopta et développa de manière rationnelle et systématique les politiques d'autarcie de son prédécesseur.

L'alliance britannique, 1810-1820

Les Guerres napoléoniennes stimulèrent d'abord l'économie des Mascareignes françaises, dont les corsaires menaient des raids dévastateurs contre les navires britanniques de la Compagnie des Indes orientales. Leur butin, estimé à 2,5 millions de livres sterling en marchandises et en lingots – dont 300 000 livres sterling saisies en l'espace de deux mois seulement en 1808 – transforma Port-Louis en un centre commercial majeur. Cependant, piqués au vif par leurs pertes, les Britanniques s'emparèrent de La Réunion (alors appelée Bourbon) en 1809, puis de Maurice (Île de France) en 1810. La Réunion fut restituée à la France en vertu du Traité de Paris (1814), mais la Grande-Bretagne conserva l'île Maurice, qui possédait un excellent port, Port-Louis, et revêtait une importance stratégique primordiale pour la protection de la route vers l'Inde via le cap de Bonne-Espérance.⁸ Robert Townsend

⁴ Deschamps, *histoire*, 151.

⁵ *Idem*, 163.

⁶ *Idem*, 165; Ellis, *History of Madagascar* vol.2, 486.

⁷ Simon Ayache, « Esquisse pour le portrait d'une reine : Ranavalona I^{ère} », *Omalý sy Anio*, 1-2 (1975), 251-70; Mervyn Brown, « Ranavalona I and the Missionaries, 1828-1840 », *Omalý sy Anio*, 5-6 (1977), 107-39.

⁸ Anon, « Instructions sommaires qu'il est convenable d'adresser aux gens du gouvernement à Tamatave et à foudrepointe, Isle de Madagascar » (1811), BL.Add.18136, 64-7; Raymond Decary, « La reddition de Tamatave à l'Angleterre en 1811 », *BAM* 15 (1932), 489; Valette, « Documents », 84; Sémerville, « Souvenirs de Sainte-Marie », dans Raymond Decary, « Le voyage du lieutenant de vaisseau de Sémerville à l'Île Sainte-Marie en 1824 », *BAM* 16 (1933), 17-20; J. Anderson, *Descriptive Account of Mauritius, Its Scenery, Statistics, etc., with*

Farquhar, le premier gouverneur britannique de l'île Maurice, comprit rapidement que, pour jouer un rôle dans la stratégie mondiale britannique, l'île devait également s'assurer le contrôle de Madagascar, sa principale source d'approvisionnement. Après que les troupes britanniques eurent pris le contrôle des anciens comptoirs français de la côte orientale malgache en 1810-1811, Farquhar déclara Madagascar sous souveraineté britannique. Il installa des agents britanniques sur l'île et commanda des études afin de faciliter l'établissement d'une colonie britannique.

En tant que colonie, Madagascar pouvait remplir plusieurs fonctions essentielles. Tout d'abord, cette possession permettrait de remédier à la surpopulation chronique de l'île Maurice, car, comme l'a fait remarquer Jérôme Chazal :

L'île de France [l'île Maurice] est surpeuplée, avec une population excédentaire qui manque de nourriture [...] Bientôt, la nouvelle génération, trop nombreuse, ne saura plus où trouver du travail. Cette génération, [si] elle était préparée [à cette tâche] avec prévoyance par un gouvernement bienveillant, pourrait être appelée à faire fortune, pour elle-même et pour la France, sur cette grande île [c'est-à-dire Madagascar].⁹

Cette domination permettrait également de garantir la sécurité de l'île Maurice, de sécuriser la route vers l'Inde et de soutenir le développement industriel britannique en fournissant des matières premières en échange de produits manufacturés britanniques. En somme, la prédominance britannique à Madagascar était essentielle pour :

la sécurité des relations et la facilité des échanges commerciaux avec un pays dont l'île [c'est-à-dire l'île Maurice] dépend pour sa subsistance, et qui a atteint un niveau de civilisation lui permettant d'offrir un marché en pleine expansion pour échanger ses précieux produits, les denrées tropicales les plus riches, contre les produits manufacturés de l'Angleterre et de l'Inde britannique.¹⁰

Cependant, Londres rejeta les arguments de Farquhar en faveur de la colonisation de Madagascar, estimant que la possession du cap de Bonne-Espérance et de l'île Maurice suffisait à préserver les intérêts britanniques dans la région. En effet, afin d'apaiser un gouvernement français outré par les actions de Farquhar à Madagascar, Londres reconnut tacitement les revendications françaises sur l'île.¹¹ Farquhar ne se laissa pas décourager. Lui-même propriétaire d'une plantation, il était convaincu que sans la sécurisation de Madagascar, l'économie mauricienne serait menacée, et avec elle les intérêts britanniques à l'île de la Réunion. Le gouvernement britannique ayant exclu tout protectorat officiel, Farquhar manœuvra pour faire de Madagascar une dépendance informelle de l'île Maurice. En 1814 et 1816, des colons furent envoyés dans le nord-est de Madagascar, où Benyowski avait établi une colonie française à la fin du XVIIIe siècle. Lorsque ces tentatives de colonisation échouèrent, principalement en raison de l'hostilité des populations locales et de la prévalence

a brief Historical Sketch (Mauritius, 1858), 119; North-Coombes, *The Island Of Rodrigues* (Mauritius, 1971), 63-72; J.P. et J. Durand, *L'Île Maurice et ses populations* (Bruxelles, 1978), 36-9; Sédillot, *Histoire des colonisations*, 490, 519.

⁹ Chazal, « Réflexions... sur Madagascar et autres mémoires » [c. 1815], BL.Add.18135, 31; voir aussi *idem*, « Notes sur Madagascar » (1816), BL.Add.18135.

¹⁰ Farquhar à Earl Bathurst, Port Louis, 18 Nov. 1817, cité dans Ellis, *History of Madagascar* vol.2, 193; voir aussi Thompson à Telfair, 31 Oct. 1814, « Archives de Port Louis », PRO.CO.167 Bk.50, 70; *The Missionary Register* (1818), 10; Anon, *Notices statistiques sur les colonies françaises. IV : Madagascar* (Paris, 1840), 2; Raymond Decary, *L'établissement de Sainte-Marie sous la Restauration et le rôle de Sylvain Roux* (Paris, 1937), 5-11; Jean Valette (éd.), *Le préfet Legèr à Madagascar* (Tananarive, 1966), 7-17; Samuel Pasfield Oliver, « Sir Robert Townsend Farquhar and the Malagasy Slave Trade », *AAMM* 15 (1891), 319; G. S. Graham, *Great Britain in the Indian Ocean, 1815-50* (Oxford, 1967); R.E.P. Wastell, « Britain Imperial Policy in Relation to Madagascar, 1810-1896 », Ph.D. (London, 1944), 50.

¹¹ Wastell, « British Imperial Policy »; Graham, *Great Britain* 3-4; voir aussi G.N. Sanderson, « The European Partition of Africa: Coincidence or Conjecture? » *Journal of Imperial and Commonwealth History* 3.1 (1974).

du paludisme,¹² Farquhar tourna son attention vers le haut plateau central. On rapportait que cette région était salubre et habitée par un peuple plus civilisé, à la peau claire, et que sa situation centrale permettrait à une colonie britannique de dominer l'ensemble de l'île.

Des émissaires envoyés dans les hautes terres de l'Imerina en 1816 confirmèrent la teneur des rapports antérieurs, ce qui conduisit, en février 1817, à la conclusion d'un traité visant à intégrer l'Imerina dans la sphère d'influence de l'Empire britannique. L'Imerina constituait alors un petit état enclavé, mais le traité prévoyait que des soldats créoles établiraient rapidement une voie commerciale vers les ports de la côte est, où des dépôts navals britanniques seraient installés. Ces colons-soldats développeraient des cultures de rente destinées à l'exportation, tandis que le commerce avec la Grande-Bretagne s'effectuait sur la base du libre-échange. La pacification des autres régions de Madagascar devait se faire progressivement, laissant à Farquhar suffisamment de temps pour sélectionner et former les agents britanniques nécessaires à l'administration d'un empire merina élargi, placé sous l'autorité nominale de Radama I^{er}. D'ici là, les pionniers créoles auraient jeté les bases d'un second afflux, bien plus important, en provenance de l'île Maurice, composé de colons civils et de leurs familles.¹³

Radama I^{er} salua l'initiative britannique. En tant que puissance enclavée, l'Imerina était extrêmement vulnérable à toute pression exercée sur ses relations commerciales extérieures, en particulier via la côte nord-est. La fin du monopole de la Compagnie en 1769 entraîna un afflux de marchands des Mascareignes vers le nord-est de Madagascar, où ils refusaient d'être limités tant par la localité que par les accords de prix antérieurs. La concurrence qui en résulta entraîna une forte hausse des prix à l'exportation; à Mahavelona, en 1787, le prix d'un esclave passa de 52 à 77 piastres. De plus, la demande malgache de paiement en piastres, que le monopole de la Compagnie avait auparavant restreinte, fut globalement satisfaite.¹⁴ Cependant, l'augmentation de la demande et la hausse des prix à l'exportation compromirent également la sécurité dans les régions politiquement fragmentées de l'est et du centre de Madagascar, entraînant les petits chefs dans de féroces luttes pour le contrôle des centres d'approvisionnement et des routes d'esclavage depuis l'intérieur des terres. Comme l'expliqua l'un de ces chefs à Mayeur en 1777 : « Il n'y a guère de rois dans ce pays qui ne vous doivent pas leur autorité, leurs richesses et leur pouvoir, car grâce à vous, nous disposons d'hommes pour nous défendre, de mousquets, de munitions et des armes tranchantes qui nous manquaient.¹⁵ » Les rivalités internes et le pillage des caravanes commerciales atteignirent un tel paroxysme qu'à partir des années 1780, les routes reliant l'Imerina à la côte nord-est furent régulièrement bloquées. Les Français conclurent des traités avec les chefs côtiers, mais aucun d'entre eux ne disposait d'un pouvoir suffisant pour imposer la paix commerciale aux autorités

¹² Extrait de « Gazette du Maurice » et de Farquhar « Instructions to Lieutenant Le Sage », 20 Apr. 1816, Archives de Port Louis, F.7 no.2; James Hastie, « Journal », dans James Sibree et A. Jully (eds.), « Le voyage de Tananarive en 1817-18 – manuscrits de James Hastie », *BAM* II (1902), 92; *The Missionary Register* (1821), 345; Graham, *Great Britain*, 3-4, 55-6.

¹³ Chazal, *Réflexions* [c.1815], 30-2; *idem*, « Notes » (1816); Farquhar, « Instructions to Cochet », Port Louis, 23 May 1813, et *idem*, « Instructions pour M.Charenoux », 4 avril 1816, – dans G.S. Chapus (ed.), « Nouveaux documents sur l'époque de Radama I et Ranavalona I », 325, AM; Chardenoux, « Journal » (1816); Le Sage, « Mission » (1816), 121-2; RH, 81, 86-8; Ellis, *History of Madagascar* vol.1, 217-18 et vol.2, 158-65.

¹⁴ Mayeur, « Voyage dans le nord » (1775), 60-3; *idem*, « Voyage au pays d'ancove » (1777), 22; *idem*, « Réflexions » (1802); Morice, « Mémoire » (1777), 107-13; [Jouette], « Mémoire sur Madagascar » (1 juin 1806), BL.Add.18135; Hugon, « Aperçu » (1808), 15, 17, 22; GH (1928), 336; Delivré, *L'histoire des rois*, 224.

¹⁵ Mayeur, « Voyage au pays d'ancove » (1777), 164.

de l'arrière-pays.¹⁶ Les commerçants européens tentèrent alors de contourner les intermédiaires et d'établir un contact direct avec les producteurs malgaches de l'intérieur. De nouveaux centres d'approvisionnement furent ouverts dans des régions jusque-là inexplorées de la côte est, et des routes commerciales furent tracées vers l'intérieur des terres. Cependant, de grandes difficultés persistèrent dans les hautes terres, malgré une volonté générale de commercer. Les Betsileo ne pouvaient garantir un approvisionnement régulier en esclaves, tandis que les Merina, qui en étaient capables, furent d'abord en proie à des guerres internes jusqu'aux années 1790, puis à des guerres d'expansion. Ils exigeaient également des prix élevés. Comme le fit remarquer un commentateur français en 1806 :

Pendant près de huit mois de l'année, on voit sans discontinuer des expéditions quitter Tamatave [Toamasina] pour le pays des Ovas [Hova – c'est-à-dire les Merina]. Ce peuple... est sans cesse en guerre, et chaque prisonnier est réduit en esclavage. Autrefois, ils les envoyaient [les esclaves] à Tamatave où ils étaient vendus. Aujourd'hui, nous [les marchands] nous rendons dans leur pays [c'est-à-dire l'Imerina], où nous nous faisons concurrence. Cela nous est tout à fait défavorable, car lorsque le chef des Ova, qui a un certain nombre d'esclaves à vendre, les envoie à Tamatave, ils y sont vendus à un prix raisonnable fixé par les marchands. Cependant, comme leur pays n'est accessible qu'après un voyage long, pénible et coûteux, un voyage que l'on ne souhaite pas entreprendre à perte, on est obligé d'accepter leurs conditions.¹⁷

De plus, les autorités du plateau se révélèrent incapables de mettre un terme aux attaques des brigands contre les caravanes commerciales.¹⁸

Frustrés, les marchands des Mascareignes se tournèrent vers la côte ouest. Cependant, les tentatives, comme celle de Mayeur en 1774-75, visant à établir des routes commerciales traversant l'île d'ouest en est, furent contrariées par l'insistance de la cour de Boina Sakalava pour que les marchands européens passent par des intermédiaires indiens et swahilis¹⁹ – dont les homologues d'Afrique de l'Est entravaient de la même manière les efforts français pour exploiter les sources d'esclaves dans cette région. Même lorsque des contacts directs furent établis avec les producteurs d'Afrique de l'Est, les incertitudes liées à l'approvisionnement et la distance supplémentaire à parcourir réduisirent considérablement les marges bénéficiaires.²⁰ En désespoir de cause, les marchands des Mascareignes élaborèrent des projets visant à annexer directement Madagascar. En 1790, Jean François Charpentier de Cossigny relança la proposition de Morice (1777) visant à créer un empire commercial français englobant Madagascar, les îles Comores et la côte swahilie, de Zanzibar au sud jusqu'au Mozambique. En fin de compte, toute possibilité de colonisation française de Madagascar fut contrecarrée par le déclenchement de guerres en Europe.²¹

¹⁶ Mayeur, « Voyage au pays d'ancove » (1777), 167, 180, 186; *idem*, « Voyage au pays d'ancove » (1785), 204-5, 207-8, 212-16; *idem*, « Réflexions » (1802), 42; Morice, « Mémoire » (1777), 114; Dumaine, « Voyage au pays d'ancave » (1790), 254-5, 257-9; Hugon, « Aperçu » (1808), 15-20; Delivré, *L'histoire des rois*, 217.

¹⁷ [Jouette], « Mémoire » (1806), 157; voir aussi Mayeur, « Voyage au pays d'ancove » (1777), 161-2.

¹⁸ Mayeur, « Voyage au pays d'ancove » (1777), 167, 180, 186; *idem*, « Voyage au pays d'ancove » (1785), 204-5, 207-8, 212-16; *idem*, « Réflexions » (1802), 42; Morice, « Mémoire » (1777), 114; Dumaine, « Voyage au pays d'ancave » (1790), 254-5, 257-9; Hugon, « Aperçu » (1808), 15, 20; Delivré, *L'histoire des rois*, 217.

¹⁹ Mayeur, « Voyage au pays des Séclaves » (1774); *idem*, « Voyage dans le nord » (1775); voir aussi [Jouette], « Mémoire » (1806); Hugon, « Aperçu » (1808).

²⁰ André Scherer, *Histoire de la Réunion* (Paris, 1966), 27; Mayeur, « Voyage au pays de Séclaves » (1774), 101-5, 115-22; *idem*, « Voyage dans le nord » (1775), 48; Benyowski (1774) dans GH (1928), 263; Morice, « Mémoire » (1777), 106; Anon, « Mémoire historique » [1790], 95-6; Dumaine, « Voyage au pays d'ancave » (1790), 270-1, 281; *idem*, « Voyage à la côte de l'ouest autrement dite pays des Séclaves » (janvier 1793) BL.Add.18128, 308.

²¹ Morice, « Mémoire » (1777), 99-107, 114, 117, 127; Dumaine, « Voyage à la côte de l'ouest » (1793), 293; De Cossigny, « Réflexions sur l'Isle de Madagascar » (1800) BL.Add.18126, 148-62; voir aussi Oliver, *Madagascar* vol. I, 16-17; Freeman-Grenville, *The French at Kilwa Island* (Oxford, 1965); Gwyn Campbell, «

Les Merina s'inquiétèrent des tentatives françaises visant à trouver d'autres sources d'approvisionnement en esclaves, ainsi que par les perturbations causées par les Bezanozano et les Betsimisaraka sur les routes commerciales. Ils se sentirent encore plus menacés lorsque les marchands swahilis réussirent à accroître leur part dans le commerce entre Madagascar et les Mascareignes en établissant des routes terrestres reliant Iboina à la côte nord-est. Thomas Pye, agent britannique nommé sur la côte est de Madagascar en 1811, évoqua :

Les relations d'amitié et de commerce qui subsistaient depuis de nombreuses années entre ce chef [Similaza de Mahavelona] et les Arabes, lesquels, en s'acquittant de certains droits en échange du privilège d'utiliser son port, lui fournissaient la majeure partie de ses revenus, et à cela s'ajoutaient ce lien étroit d'intérêts communs ainsi que l'influence prépondérante que les Arabes avaient acquise dans cette partie de l'île de Madagascar... grâce à leur nombre et à leur courage supérieur.²²

En 1820, grâce à leur alliance avec Jean René, le chef régional le plus puissant, les Swahilis avaient acquis une influence prépondérante à Toamasina — qui avait alors supplanté Mahavelona comme principal port du nord-est de Madagascar — et y fournissaient aux marchands des Mascareignes un grand nombre de *masombika* (terme générique désignant les esclaves importés d'Afrique).²³ Les tensions qui en résultèrent entre les Swahilis et les Merinas furent exacerbées par le fait que ces derniers payaient les importations swahilies avec de la monnaie falsifiée — une pratique qui sapait la valeur de la « bonne » monnaie et contribuait à alimenter l'inflation en Imerina.²⁴

Le coup fatal porté au commerce merina fut le blocus et l'occupation des îles Mascareignes par les Britanniques entre 1809 et 1811. Ces mesures perturbèrent gravement le commerce extérieur. Bien que la variété des produits vendus sur les marchés merina continuât d'augmenter (voir le Tableau 3.1), cela masquait une crise du commerce extérieur qui se traduisait par une forte baisse, à partir de 1810, tant de la masse monétaire nationale que des prix des esclaves sur le marché intérieur — ces derniers ayant diminué de moitié entre 1810 et 1817, passant de 90 \$ à 45 \$.²⁵ De plus, la mort d'Andrianampoinimerina en 1810 provoqua des soulèvements dans le territoire merina récemment conquis et de nouvelles attaques contre les routes commerciales merina par les Bezanozano et les Betsimisaraka. Radama I^{er}, le nouveau roi, se trouvait face à un dilemme majeur. La victoire de son père dans les guerres civiles qui avaient fait rage en Imerina à la fin du XVIII^e siècle était due à sa mainmise sur les principaux marchés intérieurs et les routes commerciales. Les revenus tirés par la suite de l'exportation d'esclaves lui permirent de payer les armes et les munitions importées nécessaires pour éliminer ses rivaux. Sa puissance militaire lui permit de consolider sa position en s'emparant d'autres centres d'approvisionnement en esclaves, comme Vakinankarata, et de

Imperial Rivalry in the Western Indian Ocean and Schemes to Colonise Madagascar, 1769-1826 » dans Lawrence Marjaing & Brigitte Reinwald (eds.), *Africanisch Beziehungen, Netzwerke und Räume* (Münster, 2001), 111-30.

²² Thomas Pye, « A summary of the Proceedings at Madagascar » du 6 juin au 14 juin 1817, PRO.CO.167/34, 90; voir aussi Mayeur, « Voyage au pays d'ancove » (1777), 171; *idem*, « Imerina and Antananarivo » (James Sibree, ed.), *AAMM* 20 (1896), 392; Dumaine, « Voyage au pays d'ancave » (1790), 279, 285; *idem*, « Voyage à la côte de l'ouest » (1793), 298, 308; Hastie, « Diary » (1817), 147; *idem*, « Diary » (1822); GH (1928), 297.

²³ Farquhar à Stanfell, Port Louis, Mauritius, 28 septembre 1817, PRO.CO.167/34, 112; Hastie, « Diary » (1820), 500-1.

²⁴ Mayeur, « Voyage au pays d'ancove » (1777), 176-7.

²⁵ La Sage, « Mission » (1816), 121-2; Hastie, « Diary » (1817), 150; A. Toussaint, *La route des Îles – contribution à l'histoire maritime des Mascareignes* (Paris, 1967); Filliot, *La traite des esclaves*; Campbell, « Madagascar and the Slave Trade », 203-8; *idem*, « Role of the London Missionary Society » vol.1, ch.2.

routes commerciales rivales, telles que celle établie par les Swahilis depuis Iboina via Antsihanaka jusqu'à la côte nord-est.²⁶

²⁶ Delivré, *L'histoire des rois*, 225-6; GH (1928), 268, 335; Daniel Couland, *Les Zafimaniry, un groupe ethnique de Madagascar à la poursuite de la forêt* (Tananarive, 1973), 106-14.

Tableau 3.1. *Produits du marché à Imerina, 1816-17*

Denrées alimentaires	Matières premières	Bétail	Produits manufacturés	
			Domestique	Étrangères
Bœuf	Bois de construction	Bœufs	Fil de soie (rouge, vert, & bleu)	Châles en tissu européens (blanc & bleu)
Mouton	Bois de chauffage	Moutons	Soie filée	Coton imprimé de Palampore
Poisson frais	Fil de raphia	Porcs	Soie filée	Autres vêtements imprimés
Poisson séché	Écorce de séquoia	Oies	Tissue de soie	Soies arabes rudes et colorées
Ver à soie	Écorce de somangy (pour la teinture bleue)	Canards	Coton filé	Perles
Œufs	Tourbe	Volaille	Tissu de coton (rouge, jaune, & bleu)	Boucles d'oreilles
Lait	Soie brute	Taureaux de combat	Raffia fin	Colliers
Riz rouge	Canne de zozoro	Esclaves	Colorant	Bibelots arabes
Riz blanc	Zozoro fendu		Grille de fer	Ciseaux
Haricots	Zozoro séché		Casseroles en fonte	Coutellerie européenne
Canne à sucre	Carburant à base d'herbe		Haches	Coutellerie arabe
Patate douce	Paille de riz		Bêches	Sel européen
Pomme de terre	Jonc d'herana (pour des balais)		Menottes	
Pomme de terre bouillie	Terre bleue (pour la finition de la poterie)		Chaînes	
Igname	Tabac		Trépieds	
Igname bouille	Huile		Lances	
Manioc	Graisse		Couteaux	
Plantain	Ambervade		Ciseaux	
Citron	Gingembre		Rabots	
Maïs	Safran		Baïonnettes	
Miel	Tarminic		Chaînes en argent	
Ail			Bibelots	
Piments			Faïence	
			Talismans	

Source: Chardenoux, « Journal » (1816), 174; Hastie, « Diary » (1817).

Radama I^{er} poursuivit la politique d'expansion militaire de son père. Il lança immédiatement des attaques dévastatrices contre Bezanozano d'Ankay « afin d'éliminer tout intermédiaire entre lui et les commerçants européens » sur la côte nord-est, et annexa les régions voisines du plateau d'Imamo, de Valalafotsy ainsi que la région d'élevage très peuplée de Vonizongo. De plus, il conquiert et établit des colonies de soldats merina (voanjo) sur les riches terres agricoles du nord du Betsileo et dans la région du lac Alaotra, en Antsihanaka. En 1814, le territoire sous domination merina avait quadruplé en superficie, et le cœur du futur empire merina était né. À partir de là, une série de raids visant le bétail et les esclaves fut lancée contre d'autres peuples. En 1816, l'une de ces expéditions revint du sud-ouest de Madagascar avec un butin de 2 000 esclaves et 4 000 têtes de bétail.²⁷ Cette même année, Radama I^{er} avait pris le contrôle des principales sources d'esclaves au sud et à l'ouest et s'était emparé de suffisamment de terres de pâturage pour devenir un exportateur de bétail. De plus, peut-être en réaction à la tentative d'assassinat dont il avait été victime en 1815, prétendument perpétrée par un membre des groupes d'intermédiaires de l'est, Radama I^{er} ordonna à son armée de « détruire complètement » l'Ankay, une région qui contrôlait autrefois la route commerciale vers la côte est. Cependant, les ravages causés par son armée ont provoqué une famine, compromettant davantage la sécurité dans la région.²⁸

L'alliance avec les Britanniques arriva donc à point nommé. Au départ, Radama I^{er} encouragea la pression britannique visant à interdire l'exportation d'esclaves, qui finançait la cour et ses politiques d'expansion. Il s'agissait également de la principale source de revenus de l'élite merina, composée des principaux marchands d'esclaves dont le soutien avait été déterminant pour la victoire d'Andrianampoinimerina lors des guerres civiles, et qui constituaient le segment le plus important du conseil de Radama I^{er} lui-même.²⁹

Néanmoins, Radama I^{er} estimait que les membres du conseil avaient trop de pouvoir et souhaitait renforcer l'autorité de la Couronne à leurs dépens. Une interdiction des exportations d'esclaves affaiblirait considérablement ses conseillers. Afin d'éviter que cela ne sape également les revenus royaux, il était impératif que l'Imerina développe d'autres produits d'exportation de base et s'assure un débouché immédiat vers la côte. En juin 1817, une force méridionale de 40 000 hommes marcha sur Toamasina, dont le souverain, Jean René, avait déjà accepté la protection informelle des Britanniques. Seule l'arrivée de la marine britannique dissuada Radama I^{er} d'annexer l'ensemble du littoral nord-est. À la place, l'agent britannique Pye négocia un « Traité d'amitié et d'alliance, offensif et défensif, entre Sa Majesté RADAMA, roi d'Ova [c'est-à-dire de l'Imerina] et ses dépendances, d'une part, et son frère aîné JOHN RENE, roi de TAMATAVE et de ses dépendances, d'autre part.³⁰ »

L'audace de Radama I^{er} impressionna Robert Townsend Farquhar, qui révisa sa conception du rôle des Merina dans le cadre de la colonisation britannique envisagée de

²⁷ Hastie, « Diary » (1817), 147, 211; *RH*, 21, 67; Raombana, « texts », 13; Oliver, *Madagascar* vol.I, 221-2, 227-9; *HR* vol.1, 441-2; vol.2, 658; vol.3, 120; Prud'homme, « Considérations sur les Sakalaves » *Notes, reconnaissances et explorations* 6 (1900), 414; *GH* (1908), 223, 235, 249-52, 268 and (1928), 235, 268, 335; C. Savaron, « Contribution à l'histoire de l'Imerina » dans « Notes d'histoire malgache », *BAM* 14 (1931); G.S. Chapus, « le soin du bien-être du peuple sous le règne d'Andrianampoinimerina », *BAM* 30 (1951-2), 1; Jean Valette, *Études sur le règne de Radama I* (Tananarive, 1962), 19; Delivré, *L'histoire des rois*, 208, 225.

²⁸ Chazal, « Notes » (1816) BL.Add.18135, 24; Le Sage, « Mission » (1816), esp. 61-2, 85, 91-139; voir aussi Chardenoux, « Journal du voyage fait dans l'intérieure » (Tamatave, 17 août).

²⁹ Campbell, « Role of the London Missionary Society » vol.1, ch.4; Ludvig Munthe, Simon Ayache, and Charles Ravoajanahary, « Radama I et les Anglais. Les négociations de 1817 d'après les sources malgaches ("sorabe" inédits) », *Omalysy Anio*, 3-4- (1976).

³⁰ *RH*, 89; voir aussi Pye, « A summary (6-14 June 1817) », PRO.CO.167/34, 90-5; Hastie, "Diary" (1817); Le Sage, « Mission » (1816), 33.

Madagascar. Ainsi, Farquhar décrivit Radama I^{er} comme « un monarque des plus puissants et intelligents, mais encore semi-barbare et superstitieux » susceptible de tenir « entièrement entre ses mains le destin de cette île vaste, peuplée et fertile, mais maltraitée, qu'est Madagascar.³¹ » Dans un deuxième traité, signé en octobre 1817, Farquhar rehaussa le statut de Radama I^{er}, le nommant roi de tout Madagascar. De plus, il lui promit une aide militaire pour soumettre le reste de l'île, une assistance technique pour promouvoir le développement d'exportations légitimes, et une compensation pour l'interdiction des exportations d'esclaves. Il fit néanmoins clairement comprendre à Radama, qui ne régnait encore que sur une très petite partie de Madagascar, son statut de protectorat. Insistant pour que Radama accepte la présence d'un agent résident britannique à sa cour, il souligna que

cette île de Maurice, si joyeuse, si puissante et si prospère, n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan si l'on la considère comme une partie de la richesse, de la puissance et de la gloire de mon souverain, dont je vous obtiendrai l'amitié.³²

Lorsque Robert Townsend Farquhar emporta le traité en Grande-Bretagne pour le faire ratifier, Gage John Hall, son remplaçant temporaire, dénonça l'alliance avec les Merina et minimisa l'importance de Madagascar dans la politique étrangère mauricienne. Cela eut deux répercussions principales : le commerce d'esclaves reprit de plus belle, et Jean René négocia une alliance avec la France et conquiert rapidement les pays Betsimisaraka et Betanimena ainsi que l'Ankay, s'assurant ainsi le contrôle effectif des principales routes commerciales entre l'intérieur des hautes terres et la côte nord-est. James Hastie estima qu'en raison de la reprise de la traite des esclaves, Toamasina quadrupla de taille entre 1818 et 1820, pour finir par abriter 60 marchands d'esclaves européens.³³

Pour Radama I^{er}, ce fut une catastrophe. L'expédition de 1817 à Toamasina avait ouvert un débouché commercial à l'étranger pour l'Imerina, avec des résultats immédiatement bénéfiques : le prix moyen des importations étrangères avait chuté de plus d'un tiers. De même, la conquête de la plaine d'Ankay avait fourni aux Merina une source importante de bétail, offrant une alternative à l'exportation d'esclaves. Au départ, la reprise des exportations d'esclaves qui suivit le refus de Gage John Hall d'honorer le traité avait également profité à la Couronne. En 1817, Radama augmenta la taxe sur l'exportation d'esclaves de 1 \$ à 2,50 \$ par tête sans provoquer l'indignation de l'élite du commerce des esclaves, soulagée que l'interdiction des exportations d'esclaves n'eût pas été maintenue. Cependant, les campagnes de Jean René bloquèrent le débouché nouvellement acquis par l'Imerina vers la côte et perturbèrent gravement son commerce extérieur. L'afflux de devises étrangères fut à nouveau freiné, les recettes d'exportation passant d'environ 200 000 dollars en 1810 et 22 500 dollars en 1817 à un minimum de 1 500 dollars en 1820, une évolution qui se refléta dans le prix moyen

³¹ Farquhar à Stanfell, Port Louis, 7 et 22 Aug. 1817, PRO.CO.167/34, 97-9, 103-4.

³² Farquhar à Radama I, Port Louis, 9 Aug. 1817, PRO.CO.167/34, 85; voir aussi *idem* à Stanfell, 22 Aug. 1817; « Treaty between Radama and Governor Farquhar », Tamatave, 23 Oct. 1817, dans *Papers relating to the Abolition of the Slave Trade in Mauritius, 1817-1829* 18, HCPP (1821), 356-7; « Correspondance de Jean René et Sir Robert Farquhar » (Jean Valette, ed.), *BAM* 45 (1967), 71-98; Ellis, *History of Madagascar* vol.2, 140-2, 163-5, 243; « Registre de Rabezandrina », 7 – ANM.

³³ Le Sage, « Mission » (1816), 26-7, 61-2; Hastie, « Diary » (1817), 130; *idem*, « Diary » (1820), 466-7; Samuel Pasfield Oliver, « General Hall and the export slave trade from Madagascar. A Statement and a Vindication », *AAMM* 12 (1888); Decary, « La reddition de Tamatave », 59-60; L.Aujas, « Notes sur l'histoire des Betsimisaraka », *BAM* 4 (1905-6), 108-11; Jean Valette, « Rainandriamampandry, historien de Jean René », *BAM* 48/I-II (1970), 1-3.

des esclaves sur le marché merina, qui chuta de 45 dollars en 1817 à seulement 3 dollars en 1820.³⁴

L'alliance britannique et la crise économique en Imerina, 1820-1825

En 1820, après le retour de Robert Townsend Farquhar à l'île Maurice, le traité anglo-merina fut renouvelé. Radama I^{er} estimait que, malgré l'interdiction de l'exportation d'esclaves, ce traité lui serait profitable. Tout d'abord, Farquhar promit à la Couronne merina une compensation pour la perte des revenus liés à l'exportation d'esclaves, à hauteur de 20 000 dollars par an, sous forme de marchandises et d'argent comptant (1 000 dollars en pièces d'or et 1 000 dollars en pièces d'argent). L'assistance technique britannique devait générer une expansion économique rapide. L'aide militaire britannique devait garantir aux Merina un débouché permanent vers la côte et les aider à soumettre les autres peuples malgaches. Il en résulterait un empire insulaire dont les ressources naturelles et le commerce deviendraient un monopole merina.³⁵ Un profond mécontentement parmi l'élite éclata lors de la révolte des femmes de 1822, que Radama réprima sans pitié.³⁶ Par la suite, il promit à ceux qui le servaient honneur et richesse grâce à l'expansion impériale, sous forme de butin de guerre, de terres fertiles et de captifs qui, au lieu d'être vendus, pourraient subvenir aux besoins de leurs maîtres dans une vie de luxe.³⁷

En 1822, des plantations de cultures de rente, des ateliers (fabriquant des meubles, des vêtements et des articles en cuir) et des écoles avaient tous été créés. Les bases semblaient solidement posées pour le développement de produits d'exportation de substitution aux esclaves, avec la perspective d'une forte balance commerciale positive et d'une offre monétaire abondante. Néanmoins, dès 1825, il apparut clairement à la Couronne merina que le traité anglo-merina n'avait pas tenu ses promesses, et Radama I^{er} s'engagea résolument sur la voie de l'autarcie. Cinq raisons principales, toutes liées à l'alliance britannique, expliquaient cette décision : le transfert du commerce extérieur vers des zones indépendantes de la domination merina; l'insuffisance de la compensation pour l'interdiction de l'exportation d'esclaves; l'incapacité à développer des exportations alternatives; le coût de l'empire; et la menace de l'impérialisme britannique du libre-échange.

En 1825, des garnisons merina étaient installées dans tous les grands ports de la côte est, mais sur la côte ouest, elles ne l'étaient qu'à Mahajanga. Tous les commerçants étrangers, à l'exception des Britanniques qui, en vertu du traité de 1820, payaient 5 % (ad valorem), étaient tenus de s'acquitter de droits de douane de 10 % dans les ports contrôlés par les Merina. Cette

³⁴ Chapelier, « Lettres en mission à Madagascar de décembre 1803 en mai 1805 » (ed. M. Jully), *BAM* (1904), 34; Chazal, « notes » (1816), 24; Chardenoux, « Journal » (1816), 163; N. Leminier, « Notes sur une excursion faite dans l'intérieur de l'Île de Madagascar en 1825 », *BdM* 292 (1970), 797; Hastie, « Diary » (1817), 137, 147, 157, 164, 170, 177, 188-9, 197, 211; *idem*, « Diary » (1820), 489; RH, 282, 93-4; Raombana, « texts », 13; Ellis, *History of Madagascar* vol.2, 16, 198; Chapus & Mondain, « Un chapitre inconnu », 117; *HR* vol.1, 441-2; vol.2, 658; vol.3, 120; Prud'homme, « Contribution à l'histoire de l'Imerina » dans « Notes d'histoire malgache », *BAM* 14 (1931); Chapus, « Le soin du bien être », 1; Jean Valette, *Études*, 19; Oliver, *Madagascar* vol.1, 221-2, 227-9, 252-3; *idem*, « General Hall », 678; GH (1908), 113, 233, 235, 249-52, 268 et (1928), 113, 235, 268, 297, 335; Campbell, « Madagascar and the Slave Trade », 206, 208.

³⁵ Farquhar, « Minute » on Madagascar (Port Louis, Aug. 1822), PRO.CO.167/63; Campbell, « Role of the London Missionary Society » vol.1, 115.

³⁶ Gwyn Campbell, « Larceny in the Highlands of Madagascar » article de synthèse dans *Slave & Abolition* 23.1 (2002), 137-46.

³⁷ RH dans Munthe et al., « Radama I et les Anglais », 33.

mesure suscita un profond ressentiment, car avant l'invasion merina, les marchands étrangers avaient systématiquement négocié des droits de douane plus faibles séparément avec les chefs de la côte est. De plus, la demande d'esclaves augmenta avec le passage généralisé à la monoculture de la canne à sucre dans les Mascareignes dans les années 1820.

En conséquence, les commerçants étrangers transférèrent leurs activités des ports de Merina vers l'Afrique de l'Est et vers les ports indépendants de la côte ouest de Madagascar, où les droits de douane étaient plus faibles et où l'on trouvait des esclaves. La part de la flotte marchande réunionnaise opérant dans des ports non merina passa de 42 % en 1819 à un pic de 61 % en 1823. De plus, elle fut rejointe par des marchands mauriciens — considérés comme « britanniques » à partir de 1810 — incapables de satisfaire aux exigences merina en matière de paiement des droits d'exportation en espèces en raison d'une grave crise monétaire à l'île Maurice. Les marchandises étaient moins chères sur la côte ouest et pouvaient également être obtenues par troc. L'une des conséquences fut l'augmentation des importations d'esclaves dans les Mascareignes, passant de 8 700 à 12 000 esclaves par an entre 1815 et 1817 à 13 000 à 16 800 par an en 1830. La plupart étaient expédiés vers La Réunion, mais beaucoup étaient ensuite acheminés clandestinement vers l'île Maurice.³⁸

Après l'interdiction de l'exportation d'esclaves, les recettes royales des Merina chutèrent de manière spectaculaire, passant de 32 927 dollars en 1821 à 22 360 dollars en 1822. En 1824, elles étaient remontées à 50 000 dollars, mais restaient bien en deçà des exigences de la Couronne.³⁹ Robert Townsend Farquhar avait promis une compensation annuelle d'une valeur de 20 000 dollars. Cependant, de 1820 à 1826, Radama reçut 18 000 dollars en espèces, le reste étant constitué de matériel militaire et d'autres biens. La compensation totale s'éleva à 104 853 dollars en espèces et en marchandises, soit 35 147 dollars de moins que ce qui avait été promis (voir tableau 3.2). Si l'interdiction n'avait pas été imposée, les recettes royales — provenant principalement en espèces de la taxe sur l'exportation d'esclaves — auraient probablement totalisé entre 198 310 et 204 680 dollars pour la période 1820-26.⁴⁰

De plus, le traité n'a pas indemnisé Radama pour les bénéfices qu'il aurait tirés de l'exportation d'esclaves royaux, estimés à au moins 1 049 580 dollars pour la période 1820-1826. Cette compensation peut également être calculée en fonction de la valeur de la poudre à canon, un monopole royal, que Radama I^{er} importait en échange d'esclaves. La valeur de détail nationale de la poudre à canon obtenue en échange des exportations potentielles d'esclaves royaux pour la période 1820-26 aurait atteint au moins 10 millions de dollars, bien qu'en réalité, la majeure partie de la poudre ait été stockée dans les arsenaux impériaux. Au titre de la compensation prévue par le traité, Radama I^{er} ne reçut, jusqu'en 1823, que de la poudre à canon d'une valeur maximale de 1 760 dollars. Par la suite, il fut contraint de payer en espèces les importations supplémentaires.⁴¹ De plus, aucun marchand d'esclaves merina autre que le roi

³⁸ Malgré les affirmations contraires, fondées sur des archives réunionnaises, Claude Wanquet, *Fragments pour une histoire des économies et sociétés de plantations à la Réunion* (Université de la Réunion, 1989), 205; voir Campbell, « Madagascar and the Slave Trade », 206, 208; *idem*, « Role of the London Missionary Society » vol.1, 174-6, 189-90.

³⁹ Campbell, « Role of the London Missionary Society » vol.1, 172-7; Duhaut-Cilly, « Notices sur le royaume d'Emirne, sur la capitale de Tananarivou et sur le gouvernement de Rhadama » (1825), dans Jean Valette, « Deux documents français sur Madagascar en 1825; les rapports Duhaut-Cilly et Frère », *BAM* 16/I-II (1968), 238-9.

⁴⁰ Farquhar, « Minute » (1822); « Expenses incurred by the Government on Mauritius on account of Madagascar », *HCPP* 26 (1828), 72-82; Farquhar à Earl Bathurst, Port Louis, 29 Jul. 1822, PRO.CO.167/63; Campbell, « Madagascar and the Slave Trade », 206, 208.

⁴¹ Hastie, « Diary » (1817), 188; *idem*, « Diary » (1820), 472.

ne reçut de compensation pour la perte des recettes tirées de l'exportation d'esclaves, lesquelles auraient probablement totalisé environ 2,5 millions de dollars entre 1820 et 1826. L'interdiction de l'exportation d'esclaves a inévitablement réduit les revenus, la masse monétaire et la demande d'importations.⁴² La Couronne merina a perdu non seulement les recettes de l'exportation d'esclaves — tant les ventes que les taxes — mais aussi, à mesure que le commerce stagnait, les recettes générales des droits de douane : les prélèvements sur le marché intérieur représentaient 20 % des bénéfices déclarés des commerçants merina, 4 dollars par esclave vendu et 2 % du prix des marchandises achetées aux marchands indiens et swahilis.⁴³

Tableau 3.2. *Indemnisation financière liée à l'interdiction des Merina d'exporter des esclaves 1820-26*

Currency	1820	1821	1822	1823	1824	1825	1826
Mohurs d'or	750						
\$ espagnol	1 250		4 000	2 000		4 000	
\$ monnaie		5 851	37 000	9 070	6 430	12 785	
£ sterling							3 667
Montant total en \$ espagnols au taux de change actuel	8 000	3 433	26 932	9 490	5 841	15 762	15 717

Source: Calculs basés sur les données provenant de « Expenses incurred » (1828), 72-82; Hastie, « Diary » (1817), 493.

Radama Ier avait compris dès le départ qu'une interdiction des exportations d'esclaves depuis l'Imerina affaiblirait sa position et renforcerait celle de ses concurrents non-Merina. Il n'avait pas prévu la menace supplémentaire que représenteraient, pour sa position, l'insuffisance des compensations prévues par le traité ainsi que le transfert du commerce extérieur de la côte est, contrôlée par les Merina, vers les régions indépendantes de la côte ouest. Il restait cependant deux autres issues potentiellement bénéfiques de l'alliance britannique : le développement d'exportations alternatives destinées à remplacer les esclaves, et la soumission des rivaux politiques et commerciaux grâce à la création rapide d'un empire insulaire sous la domination merina soutenue par les Britanniques.

Afin de contribuer au développement d'un secteur d'exportation alternatif, Farquhar envoya à Madagascar des experts agricoles et des artisans équipés de semences et d'outils. Néanmoins, dès 1825, les tentatives visant à promouvoir des exportations légitimes avaient largement échoué. En 1823, Radama I^{er} écrivit en désespoir de cause à Farquhar : « Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir, sans rien négliger; nous ne manquons pas de main-d'œuvre, mais nous manquons de personnes capables de nous former. [...] [P]lantez du blé, c'est facile, mais savoir comment l'utiliser, c'est une tout autre affaire.⁴⁴ »

⁴² C'est probablement ce qui a motivé la révolte des femmes de 1822 contre la politique pro-britannique de la Couronne merina – voir Campbell, « Larceny in the Highlands of Madagascar ».

⁴³ Jones et Griffiths à LMS, Antananarivo, 2 Jun. 1824, SOAS/LMS-MIL, B.2 F.1 J.A; Hastie, « Diary » (1817), 143, 148, 188; *idem*, « Diary » (1820), 484, 493, 496; *idem*, « Diary » (1822); Hastie à Barry, Antananarivo, 22 Apr. 1824, PRO.CO.167/78, pt.I, 43; Mayeur, « Voyage au pays d'ancove » (1777), 177-80; Duhaut-Cilly, « Notice sur le royaume d'Emirne », 238-9; Alfred Grandidier, « Property among the Malagasy » (trans. James Sibree), *AAMM* 22 (1898), 228, 230.

⁴⁴ Radama I à Farquhar, Antananarivo, 13 mai 1823, PRO.CO.167/66.

Les projets agricoles échouèrent principalement parce que les agents « britanniques » ne surent pas tenir compte des conditions malgaches. Dans les hautes terres centrales, au climat tempéré, caractérisées par de forts contrastes climatiques et des sols pauvres, les tentatives visant à cultiver divers légumes, ainsi que du blé et de l'avoine selon des méthodes européennes, échouèrent.⁴⁵ L'autre tentative majeure, menée à partir de 1822 afin d'introduire des cultures de rente — en particulier le blé et l'avoine — à Mahavelona, sur la côte nord-est, s'est d'abord montrée prometteuse. Farquhar notait en 1823 qu'ils « avaient déjà introduit l'usage de la charrue et réussi à dresser leurs bœufs au transport de marchandises et au travail de traction⁴⁶ ». Cependant, cette entreprise échoua également en raison d'une incapacité à tenir compte des conditions locales et à s'y adapter. Mahavelona était soumise à un climat tropical, où les températures étaient trop élevées et les heures d'ensoleillement trop limitées pour des plantes essentiellement adaptées à un climat tempéré. De plus, la pluie fine, caractéristique de la côte est, favorisait les infections fongiques auxquelles le blé et l'avoine étaient sensibles. Les cultures de la côte est se révélèrent également plus vulnérables aux ravages causés par les insectes, les animaux et les cyclones que celles des hautes terres. L'échec de la première récolte à Mahavelona fut attribué aux ravages causés par les sangliers, bien que, selon certaines sources, le sol était devenu trop salé pour être cultivé en raison des cyclones et autres tempêtes qui provoquaient de fréquentes inondations marines.⁴⁷

La production artisanale destinée à l'exportation connut elle aussi peu de succès, malgré l'arrivée d'un certain nombre d'artisans européens et créoles qualifiés. L'approvisionnement constituait un problème majeur. Par exemple, John Canham, un artisan de la LMS, se trouva dans un premier temps empêché de tanner le cuir en raison du manque de chaux et de peaux. Pour remplacer la chaux, il se tourna vers l'écorce, dont les sources fiables les plus proches se situaient dans la forêt orientale, à environ 48 km de son atelier à Antananarivo.⁴⁸ Une solution encore plus absurde fut trouvée pour le cuir. Les Malgaches possédaient de vastes troupeaux de bœufs, principal produit d'exportation — vivants ou salés — vers les Mascareignes. Cependant, il n'existait aucune industrie locale de dépeçage, et les Malgaches consommaient le bœuf avec la peau. Par conséquent, Canham dut importer de l'île Maurice du cuir provenant de bovins malgaches exportés vers cette île.⁴⁹ En revanche, Thomas Rowlands, un tisserand de la LMS, trouva des approvisionnements abondants en coton filé localement. Cependant, comme les fileurs malgaches travaillaient de manière saisonnière, ils ne purent lui fournir un approvisionnement régulier. En conséquence, les deux métiers à tisser de Rowlands ne fonctionnaient qu'à 25 % de leur capacité au début de l'année 1824.⁵⁰

La plupart des matières premières devaient être importées ou, lorsqu'on les trouvait à Madagascar, transportées sur de longues distances. À l'exception de quelques kilomètres de route goudronnée à Antananarivo, les voies de communication à Madagascar demeuraient rudimentaires : les chevaux, les mulets et les charrettes à roues y étaient pratiquement inconnus,

⁴⁵ Mayeur, « Voyage au pays d'ancove » (1785), 224; Hastie, « Diary » (1817), 160, 187; voir aussi GH (1928), 3-7, 11, 53, 60-1.

⁴⁶ Farquhar cité dans *RH*, 14-15; voir aussi *RH*, 161, 178, 403, 406, 456.

⁴⁷ Sémerville, « Souvenirs de Sainte-Marie », 50-1; Hastie, « Diary » (1822); *idem*, « Diary » (1822-3), PRO.CO.167/66; Oliver, *Madagascar* vol.1, 285, 451-2; Sibree, *A Naturalist*, 53; Robequain, *Madagascar*, 50-1.

⁴⁸ Hastie, « Extract » dans « Reports of the Examination of the Schools » (17 Mar. 1825), SOAS/LMS-MIL, B.2 F.2 J.A; GH (1908), 256.

⁴⁹ Hastie, « Diary » (1817), 128; Jones et Griffiths à LMS (n.d.), SOAS/LMS-MIL, B.1 F.5 J.A; Canham à Burder, Ifenoarivo, 5 Nov. 1824, SOAS/LMS-MIL, B.2 F.1 J.C; *RH*, 16-17; *HR* vols.3-4, 927.

⁵⁰ Jones et Griffiths à LMS (n.d.), SOAS/LMS-MIL, B.2 F.1 J.B; William Ellis, *Three Visits to Madagascar during the years 1853-1854-1856* (London, 1859), 341-2; Keturah Jeffreys, *The Widowed Missionary's Journal* (Southampton, 1827), 173-6.

et le transport à dos d'homme constituait le seul moyen de transporter les personnes et les marchandises. En conséquence, les frais de transport étaient exorbitants. Le banditisme, endémique dans la forêt orientale, entraînait des pertes supplémentaires, tant par le vol que par les coûts liés à la protection des convois.⁵¹

Le prix des produits artisanaux européens reflétait en partie le coût de la vie des étrangers à Madagascar. Les artisans recevaient initialement une subvention du gouvernement mauricien, mais celle-ci diminua progressivement, l'objectif étant qu'ils deviennent autonomes en quelques années. Ils vivaient plus modestement que les missionnaires clercs, dont l'un remarqua que, alors que la famille merina la plus respectable pouvait vivre confortablement avec 120 dollars par an, une famille de missionnaires blancs avait besoin d'au moins 1 000 dollars. Néanmoins, lorsque les salaires des artisans étaient ajoutés aux coûts de production, le prix des produits finis était hors de portée du Merina ordinaire. Par exemple, à 2 dollars la paire, les chaussures fabriquées par John Canham étaient de fait réservées aux Malgaches aisés, qui préféraient d'ailleurs acheter des chaussures de luxe importées. De plus, la vente sur les marchés étrangers était entravée par les coûts élevés du transport jusqu'à la côte. Seuls les artisans possédant une clientèle d'élite ou bénéficiant de contrats avec la Couronne connaissaient un certain succès.⁵²

La vente de produits locaux fabriqués selon des méthodes européennes fut également freinée par la concurrence locale. Les frais généraux étaient moins élevés pour les Malgaches, qui recouraient à des méthodes de production simples et à forte intensité de main-d'œuvre, exercées directement au sein du foyer. La demande locale suffisait, dans certains métiers comme la ferronnerie, à permettre à des spécialistes de s'y consacrer à plein temps. Cependant, les coûts de production des artisans locaux étaient si bas que George Chick, le forgeron de la LMS, ne réalisait des bénéfices que grâce à la ferronnerie d'art destinée au marché local du luxe.⁵³ Le tissage du coton et de la soie constituait une activité féminine omniprésente, pratiquée de juin à août pendant la saison agricole creuse (la saison sèche), lorsque se tenaient la plupart des fêtes et que la demande de nouveaux vêtements atteignait son apogée. Thomas Rowlands ne pouvait tout simplement pas rivaliser avec les tisserandes locales, dont les coûts de production étaient nettement inférieurs. Comme le remarqua James Hastie, « La demande en produits et manufactures locaux, vendus à un prix nettement inférieur à ce que l'acheteur de la matière première peut se permettre, ne lui permet pas de tenter de rivaliser dans le domaine du tissage.⁵⁴ » Les mêmes difficultés furent rencontrées entre 1821 et 1823 par Savigny (Savinery), un tisserand mauricien, et par Raolombelona, l'un des neuf jeunes Merina envoyés

⁵¹ Voir chapitres 8 et 10.

⁵² Hastie, « Diary » (1817); *idem*, « Diary » (1820); Canham à Burder, Ifenoarivo, 5 Nov. 1824, SOAS/LMS-MIL, B.2 F.1 J.C; Oliver, *Madagascar* vol.1, 307, 318-19; GH (1928), 33; Campbell, « Role of the London Missionary Society » vol.1, 183; pour le transport voir *idem*, « Labour and the Transport Problem », 341-56.

⁵³ Jones et Griffiths à LMS (May 1823), SOAS/LMS-MIL, B.1 F.5 J.A; *idem* à Burder, Antananarivo, 16 Dec. 1825, SOAS/LMS-MIL, B.2 F.2 J.C; Rowlands à Jones et Griffiths, Amparibe, 15 May 1827, SOAS/LMS-MIL, B.2 F.4 J.A; « Extracts of the Minutes of the Madagascar Mission » (4 May-8 Jul. 1829), SOAS/LMS-MIL, B.3 F.3 J.A; Oliver, *Madagascar* vol.2, 82, 91; Ellis, *History of Madagascar* vol.1, 311-13; G.S. Chapus, *Quatre-vingts années d'influences européennes en Imerina (1815-1895)* (Tananarive, 1925), 80.

⁵⁴ Hastie, « Report on Missionary Instruction in Ovah » (17 Mar. 1824), et *idem*, « Report on the Schools superintended by the Missionaries at Tananarive » (19 Apr. 1824), PRO.CO.167/78, pt. II; voir aussi Campbell, « Role of the London Missionary Society » vol.1, 186; pour une comparaison, en Afrique de l'Ouest, des coûts relatifs de la production de tissus à faible et à haut niveau de technologie voir J. Bray, « The economics of traditional cloth production in Iseyin, Nigeria », *Economic Development and Cultural Change* 17 (1969), et M. Johnson, « Technology, Competition and African Crafts », dans C. Dewey et A. G. Hopkins (eds.), *The Imperial Impact: Studies in the Economic History of Africa and India* (London, 1978).

en Grande-Bretagne en 1820, qui, à son retour, ne parvint pas à adapter de manière rentable les techniques de tissage et de teinture de Manchester aux conditions malgaches.⁵⁵ De plus, contrairement à leurs homologues de la métallurgie, les tisserands européens ne réussirent pas à s'imposer sur le marché national des produits de luxe. La demande des classes aisées était satisfaite par des importateurs indiens, swahilis, britanniques et américains, dont les velours raffinés, les soieries et les tissus imprimés ou unis coûtaient moins cher malgré les frais de transport. Par exemple, les cotons de Manchester se vendaient entre 3,50 et 4 dollars pièce à Antananarivo, contre 6 dollars pièce pour le produit le moins cher de la gamme de Rowland.⁵⁶

Les ventes intérieures furent également freinées par « la grande pauvreté de ces populations depuis l'arrêt de la traite négrière⁵⁷ ». En raison de l'interdiction d'exporter des esclaves, la population servile de l'Imerina augmenta jusqu'à représenter 33 % de la population totale en 1830, atteignant parfois 66 % — environ 30 000 personnes — à Antananarivo. Ces esclaves avaient un faible pouvoir d'achat. La majorité des Merina n'était guère mieux lotie, car, comme l'affirmait John Canham en 1824 : « Le fait est qu'il n'y a pas d'argent dans le pays, ni aucun moyen de s'en procurer. Les gens me disent souvent que lorsqu'ils vendaient des esclaves, ils avaient beaucoup d'argent, mais que depuis la fin de la traite, ils se sont appauvris.⁵⁸ »

Le coût de l'expansion impériale constitua le quatrième facteur majeur ayant contribué à la crise économique du milieu des années 1820. La Couronne avait droit à environ 25 % de l'ensemble du butin saisi au cours des campagnes militaires. Cependant, Radama I^{er} avait promis à l'élite merina une compensation pour l'interdiction de l'exportation d'esclaves sous forme de butin de guerre, et celle-ci était déterminée à tirer des bénéfices immédiats de l'expansion impériale, même aux dépens de la Couronne. Les officiers supérieurs de l'armée menèrent des campagnes qui dévastèrent les provinces conquises, pillant et ravageant de vastes territoires fertiles. Ainsi, on notait à propos de la côte nord-est en 1825 : « Bon nombre des provinces conquises sont presque dépeuplées en raison de la destruction ou de la fuite des vaincus.⁵⁹ » Par conséquent, au lieu de renflouer les caisses royales grâce au butin et à des recettes fiscales supplémentaires, les campagnes d'expansion impériale les privèrent des fonds nécessaires pour payer l'armement et d'autres équipements militaires. Comme l'expliquait Louis Blancard : « Sa Majesté Radama, ayant soumis la quasi-totalité de Madagascar, fut contrainte d'agrandir considérablement son armée et de la maintenir en permanence en état de guerre, ce qui a entraîné une augmentation des dépenses qui la força à accroître ses recettes.⁶⁰ »

De plus, l'évaluation que Louis Blancard faisait des progrès militaires des Merina se révéla trop optimiste. En 1825, les forces merina n'avaient imposé un contrôle militaire ferme que sur environ un tiers de Madagascar. Par ailleurs, cette expansion militaire eut également

⁵⁵ *RH*, 96-7; *RA*, 297-300; Barry à Hastie, Port Louis, 12 May 1823, PRO.CO.167/77; Freeman à Burder, Antananarivo, 23 Oct. 1827, SOAS/LMS-MIL, B.2 F.5.

⁵⁶ *RH*, 6-7; Jones et Griffiths à LMS, Antananarivo, 2 Jun. 1824, SOAS/LMS-MIL, B.2 F.1 J.A; Rowlands à Burder, Antananarivo, 17 Jun. 1824, SOAS/LMS-MIL, B.2 F.1 J.B; Rowlands à LMS, Antsahadinta, 13 Jun. 1826, SOAS/LMS-MIL, B.2 F.3 J.A; Jones et Griffiths à Burder, Antananarivo, 30 May 1827, SOAS/LMS-MIL, B.2 F.3 J.A.

⁵⁷ Jones et Griffiths à LMS, Antananarivo, 2 Jun. 1824, SOAS/LMS-MIL, B.2 F.1 J.A.

⁵⁸ Canam à Burder, Ifenoarivo, 5 Nov. 1824, SOAS/LMS-MIL, B.2 F.1 J.D; voir aussi Campbell, « Role of the London Missionary Society » vol.1, 171-88.

⁵⁹ Duhaut-Cilly, « Notice sur le royaume d'Emirne », 237.

⁶⁰ Louis Blancard au gouverneur de l'île Maurice, dans Chapus & Mondain, « Un chapitre inconnu », 117; voir aussi Duhaut-Cilly, « Notice sur le royaume d'Emirne », 238-9.

un lourd coût humain. Le recrutement pour les campagnes impériales était initialement limité aux conscrits merina, dont près de la moitié périssait chaque année, principalement à cause du paludisme et de la famine. Il fallait les remplacer afin d'éviter une diminution des effectifs, mais la détermination de Radama à créer un empire insulaire était telle qu'entre 1822 et 1824, il fit passer les effectifs de son armée permanente de 12 000 à 17 500 hommes. Il s'agissait d'un cercle vicieux : les soldats provenaient de la classe des petits agriculteurs, lesquels acquittaient également un impôt spécial pour soutenir l'armée, tout en servant sous les couleurs impériales sans recevoir de solde. À mesure que le recrutement s'intensifiait — passant d'environ 6 000 soldats par an en 1822 à 14 250 en 1824, puis à 8 750 par an par la suite — le nombre de cultivateurs diminuait. Ceux qui restaient étaient de plus en plus âgés et moins valides. En conséquence, les agriculteurs affectèrent d'abord la main-d'œuvre servile à l'agriculture de subsistance plutôt qu'à la culture de produits d'exportation, comme cela avait été envisagé lors du traité de 1820. Cependant, à mesure que leur paupérisation s'aggravait, les cultivateurs furent contraints de vendre leurs esclaves, qui se retrouvaient ainsi de plus en plus souvent entre les mains de l'élite de la cour.⁶¹

Les Merina plus âgés remarquèrent que leur pays était encore plus dépeuplé en 1825 qu'au cours des guerres civiles merina de la fin du XVIII^e siècle, ce qui eut de graves répercussions sur la fragile base agricole de l'économie. De plus, les artisans merina furent enrôlés dans l'armée afin d'entretenir le matériel militaire et de construire des routes, des ponts et des forts. La demande de main-d'œuvre de la part de l'armée était telle que Radama I^{er} ne pouvait envisager d'accéder à la demande des planteurs des Mascareignes, qui souhaitaient recruter des travailleurs malgaches sous contrat, même si ces migrants auraient rapporté des devises étrangères dont le pays avait cruellement besoin et contribué à enrayer le transfert du commerce extérieur vers la côte ouest indépendante.⁶²

Finalement, Radama I^{er} acquit la conviction que les Britanniques souhaitaient coloniser Madagascar. La première version du traité de 1817, qui ne fut jamais ratifiée, révélait clairement les intentions de Farquhar de coloniser systématiquement Madagascar avec des colons britanniques originaires de l'île Maurice.⁶³ Les clauses de libre-échange de 1817, réitérées dans le traité de 1820, menaçaient la souveraineté de Radama I^{er} d'une manière plus insidieuse. En 1822, les commerçants et artisans européens refusèrent de verser au roi une taxe de 20 % sur leurs bénéfices et la mission LMS, nouvellement établie, fut secouée par des conflits internes. Tout cela sema de sérieux doutes dans l'esprit de Radama quant à sa capacité à contrôler l'activité des résidents britanniques sur ses terres, d'autant plus qu'ils revendiquaient des droits extraterritoriaux en vertu du traité britannique. Ces appréhensions semblèrent se confirmer lorsqu'en 1822, Farquhar ordonna à l'agent britannique à la Cour merina de « demander à Radama de me transmettre des copies de toutes les communications qu'il pourrait adresser à d'autres gouvernements ou recevoir de leur part, relatives à la souveraineté de Madagascar ou à d'autres questions publiques d'un intérêt transcendant pour sa prospérité.⁶⁴ » En effet, Farquhar laissa entendre qu'il pourrait recourir à la force si les intérêts britanniques à Madagascar étaient menacés :

⁶¹ Voir chapitres 7 et 9.

⁶² Hastie, « Diary » (1820); *idem* à Barry, Antananarivo, 22 Apr. 1824, PRO.CO.167/77; Oliver, *Madagascar* vol.2, 160; GH (1908), 371; Bojer, « Journal », dans Jean Valette (ed.), « L'Imerina en 1822-1825 d'après les journaux de Bojer et d'Hilsenburg », extrait du *BdM* (avril-mai, 1963), 23; Ellis, *History of Madagascar* vol.1, 119; James Cameron, *Recollections of Mission Life in Madagascar in the early days of the LMS Mission* (Antananarivo, 1874), 24-6.

⁶³ Campbell, « Role of the London Missionary Society » vol.1, 103-9.

⁶⁴ Farquhar à Hastie, Mauritius, 30 Apr. 1822, PRO.CO.167/34.

La présence [c'est-à-dire la colonie britannique] à Madagascar est encore relativement modeste et n'en est qu'à ses débuts. Elle n'est qu'un germe que le temps fera grandir et s'étendre; il est donc nécessaire de se projeter dans l'avenir et de se prémunir contre les imprévus, si susceptibles de se produire et qui, s'ils ne sont pas gérés avec prudence, pourraient s'avérer très préjudiciables, voire fatals, pour les intérêts britanniques sur cette île.⁶⁵

Le libre-échange tel qu'envisagé par le traité britannique aurait donc conduit à la colonisation de Madagascar par les Mauriciens. Cela impliquait une domination économique et politique étrangère profondément contraire aux traditions et à la fierté merina. Une telle évolution aurait également anéanti les ambitions de Radama I^{er}, qui souhaitait utiliser l'alliance britannique comme tremplin pour créer un empire insulaire, susceptible, à terme, de dominer l'océan Indien occidental et de se tenir d'égal à égal aux côtés de la Grande-Bretagne et de la France.⁶⁶ Il est possible que Radama I^{er} eût décidé de rompre le traité britannique dès 1824. Cependant, ce ne fut qu'en 1826, après la mort de James Hastie, l'agent britannique, que le monarque merina révisa radicalement ses plans impériaux, rejeta le libre-échange et adopta une politique économique autarcique. Ranaivalona I^{re}, après son accession au trône merina en 1828, prolongea les politiques autarciques de son prédécesseur avec le même objectif : favoriser la croissance économique nationale et promouvoir la puissance impériale merina.

Ce changement de politique merina entra en conflit avec les intérêts impériaux et de libre-échange britanniques dans la région. Dès le début, Radama I^{er} avait refusé d'accorder des privilèges judiciaires extraterritoriaux aux Européens résidant sur ses territoires. En 1823, dans la province de Betsimisaraka, puis en 1824, en Imerina, il enfreignit le traité britannique en appliquant la loi traditionnelle merina selon laquelle aucun étranger ne pouvait acquérir de propriété foncière en pleine propriété sur l'île. En 1825, il imposa aux étrangers vivant en Imerina — y compris aux missionnaires de la LMS qui étaient considérés comme faisant partie de la présence officielle britannique à Madagascar — des permis de séjour de dix ans. Parallèlement, des restrictions furent imposées à la liberté de circulation des étrangers résidents ou de passage, qui étaient tous étroitement surveillés. La Cour merina indiquait aux missionnaires où ils devaient résider et rejetait leurs projets d'évangélisation des provinces éloignées. Les étrangers souhaitant se déplacer, quelle que soit la distance, devaient demander à la cour des passeports qui faisaient l'objet de contrôles réguliers en cours de route.⁶⁷

Cependant, la réglementation du commerce extérieur par l'État, la promotion de l'industrie et la création d'un empire insulaire dont les ressources devaient constituer le fondement du développement autarcique occupaient une place plus centrale dans les projets d'autarcie — des questions qui seront abordées dans les chapitres suivants.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ Farquhar (1821) dans A Resident, *Madagascar Past and Present* (Londres, 1847), 196, 198; Farquhar à Bathurst, Port Louis, 20 May 1823, et Darling à Bathurst, Île Maurice, 16 Jun. 1823, PRO.CO.167/66; pour les ambitions impériales de Radama I voir Daniel Tyerman et George Bennet, *Journal of Voyages and Travels, 1821-1829* (ed. James Montgomery) vol.2 (Londres, 1831), 531; RH, 79-95; Hastie, « Diary » (1817); Munthe et al., « Radama I et les Anglais », 9-104; Deschamps, *histoire*, 151.

⁶⁷ Jean René à Farquhar, 4 décembre 1821, dans « Correspondance de Jean René à Sir R. T. Farquhar », 83; Raymond Decary, « Documents historiques relatifs à l'établissement française de Sainte-Marie sous la restauration », *BAM* 13 (1930), 65; *RA*, 295; Ellis, *History of Madagascar* vol.1, 377-8; *idem*, *Madagascar Revisited* (Londres, 1867), 247-8; copies de correspondance entre Freeman et Johns, et Ranaivalona I, SOAS/LMS-MIL, B.4 F.3 J.C et B.4 F.3 J.D; Rabary, *Ny Daty Malaza* vol.1 (Tananarive, 1930), 23, 26-7; *HR* vols.3-4, 928; Campbell, « Labour and the Transport Problem », 341-3.